

Sommes-nous face à de nouvelles menaces et une nouvelle prolifération des armes nucléaires?

Le débat sur l'arme nucléaire a pris une nouvelle tournure ces dernières années. Alors qu'elle a été justifiée pendant plusieurs décennies comme une arme de dissuasion, l'arme atomique fait maintenant partie des stratégies militaires, notamment de la part des USA.

L'arrogance dont font preuve les pays dotés d'armes nucléaires, en ne respectant pas les traités qu'ils ont signés, encourage d'autres pays à devenir à leur tour des puissances nucléaires. Les uns comme les autres ont tort. L'avenir de la sécurité de chacun et de tous ne passe pas par davantage d'armes nucléaires sur la Planète mais par leur élimination définitive. C'est possible. C'est urgent. Il n'y a pas d'autres choix.

ÿ

L'arme nucléaire n'est pas une arme comme les autres. Même si aucune arme n'est acceptable, l'arme nucléaire est une arme particulière. Elle est d'abord destinée à tuer des populations civiles en grand nombre et très rapidement. A Hiroshima, la ville a été détruite en quelques secondes. En combinant les effets de la chaleur, du souffle et de la radioactivité, l'arme nucléaire produit des désastres considérables bien au-delà de la zone géographique où elle a été utilisée et durant de nombreuses années après son utilisation.

Aujourd'hui, avec l'arme atomique, les hommes ont la capacité de supprimer la vie sur la Planète. Notre responsabilité de citoyen est énorme. Réfléchissons d'où vient la vie, combien de temps il a fallu avant que l'Homme n'apparaisse sur la terre. Allons-nous laisser détruire des milliards d'années d'évolution ? Ayons conscience qu'aujourd'hui, une poignée de dirigeants de la planète a le pouvoir de remettre en cause toute cette évolution. Ils peuvent supprimer la vie sur la terre. Cette menace est grave. Elle est à la fois humaine et écologique. Nous ne pouvons pas laisser faire cela.

ÿ

Depuis le premier essai nucléaire des USA dans le désert du Nouveau Mexique en juillet 1945, puis les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki en août 1945, le monde a vu augmenter le nombre de puissances nucléaires - aujourd'hui au nombre de 9, si on compte la Corée du Nord.

Mais ce nombre pourrait-être beaucoup plus élevé, s'il n'y avait pas eu le Traité de Non-prolifération nucléaire entré en vigueur en 1970. En effet, si en 1970 moins de 50 états créaient le TNP, ce traité rassemble aujourd'hui la totalité des pays du monde à l'exception de 3 états qui ont acquis l'arme atomique depuis 1970 (l'Inde, le Pakistan et Israël) et la Corée du Nord qui s'en est retirée en 2003. Le cas de la Corée du Nord est particulier car ce retrait n'a pas été avalisé par la conférence de révision du TNP de 2005, les états parties voulant laisser la porte ouverte. Il est vrai que l'essai nucléaire du 9 octobre dernier change un peu la donne aujourd'hui.

Depuis 1970 l'augmentation du nombre de signataires du TNP s'est accompagné d'une dénucléarisation d'états donnant le plus souvent naissance à des zones dénucléarisées. On compte aujourd'hui 6 zones exemptes d'armes nucléaires dans le Monde, la dernière en date étant l'Asie centrale depuis quelques semaines. La prochaine zone dénucléarisée sera-t-elle l'Europe ? Ce serait une importante contribution à la Paix. Pour cela, il faudrait que la France et la Grande Bretagne renoncent à leurs armes nucléaires et que les USA retirent leurs armes atomiques des bases de l'OTAN présentes dans 6 pays européens.

ÿ

En quoi la situation actuelle est-elle nouvelle ? Pourquoi est-elle porteuse de nouveau danger ?

La situation internationale actuelle est caractérisée par une hausse considérable des dépenses militaires mondiales. Elles atteignent 1118 milliards de dollars en 2005. Elles étaient de 850 milliards de dollars en 2002 soit une augmentation de plus de 30% en 3 ans. C'est scandaleux quand tant de besoins humains vitaux ne sont pas satisfaits ! Les besoins du Programme des Nations Unies pour le Développement (P.N.U.D.) représentent moins de 30% de cette somme considérable consacrée à des oeuvres de mort.

C'est bien entendu l'augmentation du budget militaire des USA qui est le principal responsable de cette hausse mais les autres membres permanents du conseil de sécurité de l'O.N.U. - qui sont aussi les 5 plus gros vendeurs d'armes au monde - participent aussi de cette évolution dramatique. En trois ans, le budget militaire de la France, par exemple, a connue une augmentation de 15%. Il sera de 47,7 milliards d'euros en 2007.

Il y a urgence à stopper cette politique militariste qui accroît l'insécurité de la planète entière. Le Mouvement de la Paix propose de réduire les budgets militaires de 50% dans les 10 ans à venir et de commencer par le gel immédiat de tous les programmes de nouvelles armes, notamment nucléaires.

ÿ

Il y a danger parce que la dynamique de désarmement est stoppée, que les processus de désarmement sont en panne et que les doctrines militaires ont dangereusement évolué vers une banalisation de l'arme atomique.

La conférence de révision du TNP en mai 2005 à l'O.N.U. à New-York n'a rien donné. Aucune avancé significative n'a été mise en oeuvre. A Genève la conférence du désarmement est bloquée depuis une dizaine d'années. Les négociations autour du Cut-Off semblent cependant donner quelques signes d'une atmosphère de redémarrage de cette conférence, même si cela reste timide.

Dans le même temps, le T.N.P. demeure et avec lui les obligations qui y figurent. Parmi ces obligations figure l'article 6 qui engage les puissances nucléaires parties au T.N.P. (les USA, la Russie, la Chine, la Grande Bretagne et la France) à oeuvrer de bonne foi pour un processus de désarmement. Cet article n'est pas respecté. Il est même violé. Donc, les puissances nucléaires ne respectent pas le traité qu'elles ont signé. Elles sont donc très mal placées pour donner des leçons aux autres, notamment à l'Iran ou à la Corée du Nord. Comment ces grandes puissances peuvent-elles être crédibles sur la scène internationale en voulant interdire aux autres ce qu'elles s'autorisent à elles-même ?

Au nom de quelle morale refuser à la Corée du Nord l'arme atomique pour assurer sa sécurité, si les pays dotés d'armes nucléaires justifient le maintien de leur arsenal au nom de leur propre sécurité ? Ce n'est pas tenable. On ne peut plus tolérer « le 2 poids, 2 mesures » qui caractérise les relations internationales actuelles. L'urgence et la seule voie à la fois viable et durable, c'est « 2 poids, 1 mesure : élimination de toutes les armes nucléaires ».

Si cette politique ne change pas, alors nous courrons le risque de voir le TNP voler en éclat et de voir le nombre de pays dotés d'armes nucléaires augmenter très vite dans un délai très court. Mohamed El Baradaï évalue le nombre d'état en capacité de développer l'arme atomique à une quarantaine d'ici une dizaine d'années. Le Monde serait-il plus sûr avec davantage d'armes nucléaires ? Bien sûr que non.

ÿ

De toutes les puissances nucléaires, ce sont les Etats-unis et la France qui sont les plus proliférantes. Je ne suis pas sûr que leurs raisons soient si différentes que cela, car il s'agit dans les deux cas de rapports de forces internationaux, de questions de leadership et de dominations.

Ø Le champion toutes catégories est sans aucun conteste les Etats-Unis d'Amérique qui ont adopté, il y a déjà quelques années, l'inquiétante New Posture Review qui apporte des changements très importants dans

la doctrine militaire américaine. Dans cette nouvelle doctrine les armes nucléaires apparaissent comme des armes banales de champs de bataille. En intégrant l'arme nucléaire dans l'ensemble des ripostes militaires possible, les USA entendent donner à l'arme atomique la légitimité d'une arme ordinaire. Dans cette stratégie, la miniaturisation de l'arme atomique est un élément essentiel. Cette miniaturisation est destinée en quelque sorte à humaniser une arme dont le spectre d'Hiroshima et Nagasaki hantent encore les consciences. Mais cette miniaturisation se heurte à des problèmes techniques qui ne sont pas encore résolus à l'heure actuelle.

L'autre ambition américaine concerne la militarisation de l'espace. Ce projet qui lui aussi rencontre de nombreux obstacles a déjà englouti d'importants crédits. Les USA tentent actuellement d'intégrer de nouveaux partenaires à ce projet pour le rendre plus acceptable aux yeux de l'opinion publique mondiale.

Ø La France aussi s'est engagée dans la voie de la prolifération. Même si l'ampleur n'a rien à voir avec celle des USA, il n'en demeure pas moins que l'élargissement du champ d'emploi des armes nucléaires est à l'ordre du jour. C'est ce qu'a réaffirmé Jacques Chirac en janvier 2006 devant la base de sous-marins nucléaires français de l'Île Longue en annonçant que la France n'hésiterait pas à utiliser l'arme atomique face aux menaces terroristes. Cette annonce est très grave car tout le monde sait qu'on ne lutte pas contre le terrorisme avec des armes nucléaires.

Il y a deux semaines, le 9 novembre dernier, la France vient de procéder au test d'un nouveau missile, le M51. Ce nouveau missile augmente la capacité des vecteurs actuels. Les missiles M51 doivent remplacer les missiles M45 qui sont installés actuellement. Ils augmenteront la portée des missiles en passant de 6 000 km à près de 10 000 km. Ils équiperont les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et les avions rafales. Le coût total du programme est de 15 milliards d'euros dont 4 milliards dans le projet de budget 2007.

Le Mouvement de la Paix condamne ces actes de proliférations, demande le gel du programme M51 et l'affectation des crédits aux besoins sociaux et aux besoins de développement. Nous demandons l'abandon du quatrième sous-marin nucléaire et du second porte-avions. Nous avons lancé une consultation nationale du peuple de France concernant la modernisation des armes nucléaires et du budget militaire. Nous entendons ainsi peser dans le débat des échéances électorales tant nationale que locale ou européenne dans les prochains mois. Depuis septembre les différents mouvements pacifistes français ont organisé plusieurs manifestations pour dénoncer ce programme de nouveaux missiles.

Un débat se fait jour actuellement en France concernant le devenir européen de l'arme atomique. Certaines forces politiques envisagent que les armes nucléaires françaises et britanniques deviennent européennes. Cela constituerait un nouvel acte de prolifération horizontale et ne solutionnerait aucun problème. Pire, celle légitimerait durablement l'arme atomique comme élément de sécurité au niveau de toute l'Union Européenne.

L'avenir n'est pas à une arme nucléaire européenne, l'avenir est une Europe dénucléarisée.

Les autres puissances nucléaires sont plutôt dans la situation d'observation de l'issue des crises actuelles.

Ø En Grande-Bretagne se discute actuellement un projet de renouvellement des sous-marins tridents. Cela ne s'accompagnerait pas d'une augmentation flagrante de leurs capacités militaires. Pour s'y opposer, nos amis pacifistes britanniques organisent un an de blocage de la base de Faslane.

Ø La Chine et la Russie ont des programmes de nouveaux missiles. Ces deux pays sont plutôt en position d'attente et leurs nouveaux missiles en préparation n'ont rien à voir avec l'ampleur des programmes des USA ou de la France.

ÿ

L'instabilité politique qui règne dans un certain nombre de pays du globe, renforce cette urgence. Que se passerait-il si l'arme atomique tombait dans les mains de groupes non étatiques peu scrupuleux, que l'on nomme généralement « terroristes » ?

L'argument employé par les puissances nucléaires du besoin de l'arme nucléaire pour se prémunir du

terrorisme est à cet égard douteux. En maintenant le potentiel d'armes nucléaires, en voulant la miniaturiser, on augmente le risque d'utilisation incontrôlée de l'arme atomique par ces groupes. Ce danger est à prendre au sérieux.

Il l'est d'autant plus que les groupes non étatiques qui utilisent des méthodes violentes prennent appui sur le sentiment de mépris des grandes puissances à l'égard des peuples. La théorie du choc des civilisations s'appuie là-dessus. Au bout du compte ce sont toujours les peuples qui sont victimes. Les peuples aujourd'hui ont besoin de solidarité et de projets pacifiques. Ils ont besoin d'avenirs communs, pas de projets militaires de domination et de souffrances.



Depuis un quart de siècle, des états ont renoncé à l'arme atomique comme l'Afrique du Sud, le Brésil, le Mexique, l'Ukraine, le Kazakhstan, la Géorgie, la Libye,...

Ces pays ont-ils vu leur sécurité mis à mal pour autant ? Sont-ils plus en insécurité aujourd'hui qu'avant ?

Le cas de l'Irak est particulier car il vient confirmer le changement de stratégie des USA. L'Irak avait développé un programme nucléaire militaire dans les années 1980. Après la première guerre du golfe en 1992, ce programme a été démantelé non pas par la guerre mais par les inspecteurs de l'AIEA sous mandat de l'ONU. C'est bien l'AIEA qui a permis de dénucléariser l'Iran, ce ne sont pas les cow-boys de Reagan.

Lorsque les USA en 2002 envisagent de mener une nouvelle guerre face à l'Irak, la possession d'armes atomiques par ce pays est un prétexte fallacieux. Nous savons même aujourd'hui que c'était un mensonge. Les faucons de Washington savaient très bien que l'Irak ne possédait pas d'armes atomiques, sinon ils n'y seraient probablement pas intervenus.

C'est la leçon que les dirigeants nord-coréens ont tirée de ce conflit. Et nous pouvons craindre que d'autres pays inscrits sur la liste des états voyous par les USA veuillent faire de même. Mais la réponse qu'ils emploient n'est pas la bonne.



Qu'en est-il exactement concernant la Corée du Nord ou l'Iran ?

Ce sont deux pays en ligne de mire des Etats-Unis, dirigés par des régimes totalitaires, foncièrement anti-démocratiques, se rendant coupables d'atteintes permanentes aux droits humains. Les premiers à en souffrir sont les peuples de ces pays qui n'ont aucun intérêt à voir tant de sommes colossales englouties, et tant d'intelligence humaine détournée au profit de l'arme atomique. Nous devons tout faire pour empêcher aux peuples iranien et nord-coréen un scénario à l'Irakienne. Ceci ne signifie aucunement un soutien aux régimes en place bien évidemment.

Ces pays se sont engagés dans une partie de bras de fer avec les Etats-unis. Sait-on exactement qui est le plus fou ? Qui est le plus menteur ? Il y a de manière évidente une part d'esbroufe dans tout cela !

L'Iran veut-il avoir l'arme atomique ? Qu'en sait-on réellement ?

La Corée a-t-elle réellement réussi son essai nucléaire ? Qu'en sait-on réellement ?

Quelle est la part du vrai ? Quelle est la part d'esbroufe et de poudre aux yeux ?

Ce qui est sûr c'est que nous ne pouvons pas attendre d'avoir la réponses à ces questions.

Le cas de ces deux pays montrent bien que les puissances nucléaires portent une grande part de responsabilité dans la prolifération horizontale.

Ceci étant, nous ne devons accepter aucun nouvel état nucléaire. Ni la Corée du nord, ni l'Iran, ni aucun autre.



Les menaces d'une nouvelle course aux armements sont donc graves et réelles. Quels sont les éléments qui permettraient d'y faire face ?

De l'issue des discussions entre la communauté internationale et l'Iran d'une part, et la Corée du Nord d'autre part, dépendra pour beaucoup le paysage nucléaire à venir. Si ces crises se résolvent dans le sens de la non-prolifération, nous pouvons penser que cela aidera à un donner de nouveaux espoirs et à créer de nouvelles opportunités pour le désarmement. Si ces crises ne trouvent pas d'issues politiques et se traduisent par de nouvelles puissances nucléaires, alors c'est tout le système de non-prolifération qui aura du plomb dans l'aile et le TNP sera bien mal en point.

Il est à ce sujet encourageant, qu'après la défaite des républicains aux élections de mi-mandat aux USA, de nouvelles discussions soient redevenues possible avec la Corée du Nord. Les discussions en cours sont de bonne augure. Il s'agit de reprendre les négociations sur la base de l'abandon d'un programme nucléaire avec des contre-parties.

Pour l'Iran, l'issue passe par l'idée de la création d'un consortium international de l'enrichissement de l'uranium. L'Agence Internationale de l'Energie Atomique à Vienne pousse dans ce sens. Le Mouvement de la Paix soutien cette proposition car elle est de nature à redonner la confiance. La recherche d'éléments de confiance est déterminant dans la crise avec l'Iran. La communauté internationale soupçonne l'Iran de vouloir acquérir l'arme atomique. Celui-ci s'en défend et se retranche derrière le TNP qui ne lui interdit pas l'enrichissement de l'uranium.

L'Iran n'est pas en situation de violation du TNP puisque le troisième pilier du TNP garantie l'accès à l'énergie nucléaire civile. Mais comme toutes les technologies duales, cela nécessite des processus de contrôles et de vérifications. C'est le seul moyen de lever les doutes et d'apporter des garanties collectives de sécurité, capables de préserver la confiance. Un consortium international placé sous l'égide des Nations Unies doit voir le jour, destiné à gérer l'enrichissement de l'uranium et son retraitement ainsi que toutes les activités sensibles du cycle nucléaire. La création d'un tel consortium doit être assortie d'un mécanisme de contrôle exercé par des scientifiques et des ONG internationales compétentes y compris des citoyens.

Résoudre les crises iranienne et nord-coréenne est donc possible.

Si la communauté internationale n'y parvient pas alors le risque d'une rapide prolifération horizontale est grand. L'Egypte et le Japon par exemple ne tarderaient probablement pas à franchir le pas, l'un et l'autre au prétexte de leur sécurité.

ÿ

En parallèle au règlement des cas iranien et nord-coréen, la mise en oeuvre de nouveaux traités et protocoles est essentielle comme éléments de confiance mutuelle.

La signature du protocole additionnel au T.N.P. par toutes les parties est urgente. Ce protocole additionnel renforce le système de vérifications par l'A.I.E.A.. Il permet le contrôle de l'A.I.E.A. sur tout ce qui concerne les importations et les exportations de matières fissiles. Il donne des droits de visite de toutes les installations des pays signataires par les inspecteurs de l'A.I.E.A., sans aucun préavis. Ce protocole additionnel est une avancée. Il doit être signé par tous les états parties au T.N.P..

Il demeure cependant sur la question des vérifications un problème majeur qui va à l'encontre de la confiance nécessaire. Les puissances nucléaires ne sont pas soumises aux inspections de l'AIEA, sous prétexte qu'elles ne peuvent être des puissances proliférantes. C'est un obstacle majeur à la confiance mutuelle, car il s'agit là encore d'un « 2 poids, 2 mesures » non acceptable, surtout lorsqu'on sait que les pays nucléaires sont à l'origine des plus grands actes de prolifération verticale par la modernisation de leur potentiel.

Le Mouvement de la Paix demande à l'Inde, au Pakistan et à Israël de signer le traité de non-prolifération, et demande à la Corée du Nord d'y reprendre sa place. Nous demandons à tous les états de signer le protocole additionnel, même s'ils l'appliquent déjà sans en être signataire – comme l'Iran actuellement. Nous demandons que tous les états soient soumis aux mêmes règles de vérifications, qu'ils soient ou non des puissances nucléaires. C'est le sens des inspections citoyennes qui s'organisent depuis quelques années en

Belgique notamment et qui commencent à s'organiser en France, notamment à Istres et Biscarosse.



Une autre urgence est la mise en oeuvre du C.T.B.T., le traité d'interdiction totale des essais nucléaires. Ce traité adopté par l'Assemblée Générale de l'O.N.U. en septembre 1996 n'est toujours pas en vigueur car les conditions fixées ne sont toujours pas réunies. Quelles sont ces conditions ? Le C.T.B.T. mentionne 44 pays potentiellement « nucléaires » dont la signature et la ratification sont « obligatoires » pour son entrée en vigueur. A ce jour, il reste 10 de ces 44 états obligatoires qui n'ont pas encore signé ou ratifié le C.T.B.T. Parmi eux, on note l'Iran et la Corée du Nord, mais aussi l'Egypte, Israël, l'Inde, le Pakistan ou encore les Etats-Unis et la Chine. Tous les pays européens potentiellement nucléaires l'ont signé et ratifié, notamment l'Espagne, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne. Au niveau mondial, 175 états sont signataires du C.T.B.T. à ce jour, 120 l'ont ratifié. 19 seulement ne l'ont ni signé, ni ratifié et parmi eux 3 états dits « obligatoires » l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord.



Pour le Mouvement de la Paix, seule l'élimination définitive des armes nucléaires est de nature à ôter la menace qui pèse sur nos têtes. Les armes de dissuasion, cela n'existe pas, toutes les armes finissent tôt ou tard par être utilisées.

Cette exigence d'élimination des armes nucléaires est aujourd'hui majoritaire sur la planète. Elle est majoritaire au niveau des états, elle est majoritaire au niveau des peuples, elle est prise en compte par les institutions internationales au travers de traités. Cette majorité d'idée ne se concrétise par sur le terrain à cause d'un processus de prise de décision qui s'appuie le plus souvent sur le consensus. Ce système bloque la conférence du désarmement à Genève depuis de nombreuses années.

Il y a urgence aujourd'hui, qu'au-delà des traités et des relations bilatérales ou multilatérales, se réunisse une nouvelle session spéciale de l'O.N.U. pour le désarmement, consacrée au désarmement nucléaire. Cette session spéciale, proposée de longue date par Kofi Annan, devrait oeuvrer à un processus de désarmement nucléaire général et contrôlé pour aboutir à une convention d'interdiction totale des armes nucléaires. Le Mouvement de la Paix soutient cette proposition et considère que le moment est venu pour qu'elle se concrétise. Nous demandons au gouvernement français de proposer l'organisation de cette session spéciale à Paris.

Pour aboutir à la dénucléarisation totale de la planète, les zones dénucléarisées constituent des bonnes étapes. Au nombre de 6 aujourd'hui - la dernière en date étant l'Asie centrale depuis début septembre – ces zones doivent s'élargir. Alors que les compromis effectués autour de la révision du TNP en 1995 prévoyait une zone dénucléarisée au Proche-Orient, celle-ci n'a pas encore vu le jour du fait de la possession d'armes nucléaires de la part d'Israël. Acceptée par compromis, elle est depuis revotée lors de chaque Assemblée Générale par un nombre grandissant d'états. La mise en oeuvre rapide cette zone dénucléarisée au Proche-Orient et les garanties qui vont avec pour tous les pays de la région, serait de nature à ramener une confiance si malmenée dans cette partie du globe.

Il y a dix ans, le 8 juillet 1996, le tribunal international de La Haye est venu renforcer la dimension juridique du débat. L'avis stipule « il existe une obligation de poursuivre de bonne foi jusqu'à leur conclusion des négociations pour le désarmement nucléaire sous tous ses aspects, sous un contrôle strict et effectif ». Un débat se fait jour actuellement sur l'opportunité ou non de retourner devant la Cour Internationale de Justice pour un avis plus offensif et contraignant.



Nous voyons donc bien que la situation actuellement comporte des éléments contradictoires. Si nous sommes pessimistes, nous pouvons dire que oui nous sommes face à une nouvelle prolifération et à de nouvelles menaces. Si nous sommes optimistes, nous rajoutons au constat que la communauté internationale et les peuples ont les moyens d'y faire face.



Alors comment y faire face ?

Pour renforcer les convergences entre les O.N.G. du monde entier pour l'élimination des armes nucléaires, la première chose est de se demander s'il y a ou non d'autres alternatives possibles aux conceptions de la sécurité basées uniquement sur les rapports de force militaires.

On voit bien aujourd'hui combien les composantes sociales, économiques, écologiques et culturelles de la sécurité sont essentielles. Les siècles de culture de guerre n'ont amené que des souffrances aux peuples et des blessures à la planète. Une nouvelle culture de Paix doit la remplacer car la planète et les terriens sont en danger.

Quel sera notre futur commun ? Nul ne le sait. Ce que chacun sait, c'est que nous vivons sur une même planète. Cette planète est fragile comme le sont les êtres humains qui la peuple.

La conception strictement militaire de la sécurité a vécu. La vieille culture de guerre montre son incapacité à résoudre durablement les conflits. Elle les fragilise davantage, en creusant les inégalités, en développant les injustices, en niant les droits humains, en perturbant les équilibres environnementaux.

Reléguée pendant longtemps comme infime préoccupation du mouvement altermondialiste, la Paix redevient un enjeu majeur de société. Mais une question demeure : la Paix sera-t-elle la résultante de tous les combats pour les droits humains ? Ou bien l'action pour la Paix permettra-t-elle de conquérir une nouvelle dignité et de nouveaux droits ? En ce sens, la culture de Paix ne porte-t-elle pas les germes d'une nouvelle civilisation ?

L'action pour la Paix comme culture de civilisation est de nature à rassembler dans leur diversité les acteurs du champ social et les peuples de la planète. Humanistes, syndicalistes, féministes, écologistes, pacifistes, ..., nous avons autant de ponts à construire que de murs à détruire pour offrir aux jeunes générations un avenir de justice, de solidarité, de droits et de Paix.

Pour le Mouvement de la Paix, cet aspect des choses est très important car nous sommes d'autant plus crédibles pour demander l'élimination des armes nucléaires que nous sommes capables de proposer d'aujourd'hui une autre alternative à la sécurité, un autre choix que l'illusion et le mirage de la sécurité atomique. Les seules garanties de sécurité que l'on peut offrir aux autres, ce sont celles de la culture de Paix, celles qui portent très haut la dignité humaine.



Le débat existe chez les abolitionnistes sur l'utilité ou non du T.N.P.. Le Monde serait-il plus sûr sans ce traité ? Même si l'illégalité de l'arme nucléaire se trouve dans la Charte des Nations Unies, le T.N.P. vient renforcer ce principe fondamental du droit par un engagement volontaire des états, qu'aucun n'a pu remettre en cause jusqu'ici. La participation et la place grandissante des O.N.G. dans les conférences préparatoires et les conférences de révision du T.N.P. renforcent cette exigence citoyenne de respect des engagements pris. La prochaine conférence préparatoire du T.N.P. qui se tiendra en avril 2007 à Vienne doit constituer un nouveau rendez-vous des abolitionnistes pour poursuivre ce travail.

L'essentiel aujourd'hui est de ne pas se résigner et de trouver dans la situation les éléments de confiance qui nous permettent de nous retrouver et de nous rassembler pour construire des futurs pacifiques et solidaires.

Nous avons des convergences à construire entre les ONG, les états et les institutions internationales pour développer une majorité planétaire capable d'aboutir à une planète débarrassée des guerres et des armes nucléaires.

Les manifestations du 15 février 2003 pour refuser la guerre en Irak sont de ce point de vue encourageantes. C'était la première manifestation mondiale de l'histoire et c'était pour la Paix, avant qu'une guerre n'éclate. Bien sûr nous n'avons pas empêché Bush de faire sa sale guerre mais cela a rendu beaucoup plus difficile sa triste besogne. Bush était alors minoritaire au niveau des peuples et des états de

la planète. Il est maintenant minoritaire dans son propre pays. Cela montre que rien n'est écrit d'avance et que des situations très compliquées peuvent se résoudre.

Le retentissement et la mobilisation actuelle autour de l'appel des maires d'Hiroshima et Nagasaki et projet « vision 2020 » est aussi de bonne augure. En France, le Mouvement de la Paix demande aux 36 000 communes de rejoindre cet appel. Chaque semaine, de nouvelles collectivités le rejoignent. Le Mouvement de la Paix vient également d'aider à la création de la branche française du réseau international des parlementaires pour le désarmement nucléaire, le PNND.

Le processus des Forums sociaux va dans le sens de la construction d'une « Planète Paix ». En permettant la rencontre des acteurs de terrains pour une mondialisation à visage humain, les forums sociaux locaux, continentaux ou mondiaux - comme celui de Nairobi prochainement - constituent pour nous de véritables laboratoires où les peuples peuvent bâtir ensemble une planète débarrassée des graves menaces qui la guettent. Cela demande beaucoup d'intelligence et de patience mais nous en avons.



L'action des peuples pour refuser la guerre a toujours été indispensable.

Elle l'est encore plus aujourd'hui pour exiger l'élimination des armes nucléaires. Comment peut-on – 60 ans après Hiroshima et Nagasaki – argumenter en faveur de telles armes ? Plus personne ne peut dire qu'il ne savait pas ! Tout le monde sait que les armes atomiques ont pour objectif de tuer un maximum de monde en un minimum de temps avec un maximum de dégâts.

Nous sommes de plus en plus nombreux sur la planète à ne plus seulement rêver d'un autre monde mais à vouloir agir concrètement pour son avènement. Pour cela, face à la prolifération des violences, des guerres et des armes nucléaires, nous avons à œuvrer à une nouvelle prolifération. Celle des peuples pour la culture de Paix !

Mouvements pacifistes, mouvements écologistes, mouvement d'églises, mouvements anti-guerre, mouvements anti-nucléaires, mouvement de femmes, mouvements syndicaux, mouvements anti-racistes, mouvements de jeunes, mouvements altermondialistes, oui dans le respect de nos différences et dans la richesse de nos engagements nous pouvons construire un autre monde de justice, de paix et de solidarité, débarrassé des guerres et des armes nucléaires pour que oui les armes atomiques et les Hibakusha ne soient plus que des pages dans les livres d'Histoire et que nous puissions dire un jour à nos enfants et à nos petits enfants « les hommes, un jour, ont eu la sagesse de se débarrasser de la menace nucléaire ».

Soyons ces femmes et ces hommes courageux !